

Et si le coronavirus réveillait le démon communautaire ?



En Flandre, la tentative avortée de former un « vrai » gouvernement fédéral autour du PS et de la N-VA ne passe pas. © PHOTO NEWS.

L'échec du rapprochement entre PS et N-VA et la confirmation du gouvernement Wilmès font monter la tension entre Nord et Sud. Qui divergent sur les causes et les conclusions. Attention, danger (communautaire) ?

ANALYSE

MARTINE DUBUISSON

Depuis dix jours, une partie de la Flandre ne décolère pas. La tentative avortée de former un « vrai » gouvernement fédéral autour du PS et de la N-VA ne passe pas. Et les partis francophones sont ciblés. Durant le week-end, Bart De Wever déclarait : « Bouchez voulait garder ses ministres, et Magnette n'est pas le patron chez lui. (...) Je vois un PS et un MR qui vivent dans leur monde. (...) Comment pourra-t-on continuer avec ce pays ? » Et Theo Francken lâchait dans *Knaack* ce mardi : « La vraie raison de l'échec, c'est que les présidents Paul Magnette (PS) et Georges-Louis Bouchez (MR) se neutralisent. (...) Ils nous ont trahis. Nous n'allons pas oublier cette trahison. »

Conner Rousseau, le jeune président SPA qui a servi d'intermédiaire entre socialistes et nationalistes, n'est guère plus aimable envers son alter ego PS. Et le CD&V de Joachim Coens ronge son frein devant cette alliance de neuf partis soutenant le gouvernement Wilmès, qui ressemble étrangement à la coalition Vivaldi (sans la N-VA) qu'il a refusée jusqu'ici.

Du côté francophone par contre, on se satisfait de ce que le gouvernement Wilmès reste en place, au prétexte qu'on ne change ni d'équipe ni de capitaine en pleine tempête. Et l'on pointe la responsabilité de Bart De Wever dans l'échec de la négociation, lui qui réclamait, dit-on, le 16 et un chapitre institutionnel.

Alors, assiste-t-on au grand retour de nos démons communautaires ? Au point d'hypothéquer l'avenir post-corona ? Réponses avec des politologues.

1 Deux visions divergentes

Nos experts le disent d'emblée, comme Pascal Delwit (ULB) : « Il est de plus en plus compliqué de faire comprendre, du côté francophone, comment les choses se pensent et s'énoncent dans l'espace néerlandophone, et inversement. » Pierre Verjans (ULiège) estime même que « l'on travaille en doubles sourds : les francophones n'écourent ce que les francophones disent et pas ce que les Flamands disent, et inversement. Il n'y a donc pas moyen de trouver un compromis. »

Voilà qui n'aide ni à se comprendre ni à s'accorder. Alors, quand une longue crise politique se double d'une crise sanitaire anxiogène, tout semble réuni pour relancer nos vieilles querelles.

« Dans une situation de crise, la dimension communautaire s'exacerbe », confirme Pascal Delwit. « Et ici, elle s'est cristallisée autour de la tentative de construire un gouvernement d'urgence et de son échec. Je parle de cristallisation car il n'y a pas vraiment de faits nouveaux depuis le 26 mai : ce sont les résultats des élections qui compliquent la formation d'un gouvernement, et leur interprétation communautaire renforce cette complexité. » Car « on a conclu qu'un fossé nous sépare et que la Flandre était toujours plus à droite et la Wallonie toujours plus à gauche. Or, les partis de droite ont perdu les élections, particulièrement du côté néerlandophone ; et en Wallonie, le PS et le PTB ont obtenu moins de voix ensemble que le seul PS par le passé. »

C'est dans ce contexte qu'intervient l'échec d'une coalition PS-N-VA, interprété différemment au Nord et au Sud. Pourtant, nuance Dave Sinardet (VUB et Saint-Louis), « il y a différentes visions en Flandre, mais la vision dominante est bien celle de la N-VA, du SPA et du CD&V, selon laquelle il aurait dû y avoir un gouvernement d'union nationale et que ce qui s'est passé n'est pas très correct. L'autre vision, celle de l'Open VLD, plus nuancée, est qu'en pleine crise sanitaire, il ne fallait pas changer les ministres et les cabinets ; c'est celle qui existe surtout au sud du pays. »

Chacun en tire dès lors ses conclusions : « Les francophones, grâce aux prestations de Sophie Wilmès, pensent

avoir trouvé un nouveau symbole de la Belgique, pas les Flamands », résume Pierre Verjans. « Et ce qui nous apparaît comme une façon très habile d'avoir remis la N-VA au pas apparaît aux Flamands comme une façon un peu honteuse d'avoir humilié le parti principal en Flandre. »

Avec, *in fine*, une confiance inégale en l'actuel gouvernement Wilmès, relève Audrey Vandeleeene, politologue francophone à l'université de Gand : « Dans ceux qui soutiennent cet exécutif, on ne trouve pas les deux premiers partis flamands, N-VA et Vlaams Belang. Du côté francophone, c'est l'inverse : celui qui ne soutient pas n'est que le quatrième parti. »

2 Le communautaire a toujours été là

Alors, serait-ce le grand retour du communautaire ? Nos politologues nuancent. « Je n'ai pas l'impression que ce soit plus grave qu'avant, mais c'est aussi grave », dit Pierre Verjans. Le fossé Nord-Sud qui s'agrandit, « ce n'est pas nouveau », embraille Dave Sinardet, « mais il est vrai que ça augmente un peu, même si l'épisode actuel montre aussi des divisions au sein d'une même communauté, par exemple entre PS et MR. »

3 « L'erreur d'appréciation de Paul Magnette »

En Flandre, on l'a dit, l'impression dominante est que « Paul Magnette a casé le préaccord naissant avec la N-VA ». Pourtant, rappelle Audrey Vandeleeene, « on n'était pas sûr que l'on serait finalement arrivé à un accord ». Car, embraille Pascal Delwit, « la dynamique qui a conduit à cette opportunité entre PS et N-VA était fragile, faite de sous-entendus ou de choses implicites. Tout élément perturbateur, comme les sorties de Bart De Wever, était donc à même de la faire avorter ». Mais il parle tout de même d'« erreur d'appréciation dans le chef de Paul Magnette et de ceux qui, au PS, ont pensé qu'un accord PS-N-VA était une voie : c'était sous-estimer l'opposition au sein du PS et dans le spectre francophone ».

Pour Pierre Verjans, l'essentiel est là : « Paul Magnette a cru qu'il avait le pouvoir sur son parti, alors qu'il ne l'a

Pourquoi la N-VA s'en prend durement au MR

Depuis toujours, la N-VA tape sur le PS. Alors, quand une négociation avorte, les socialistes francophones sont les cibles privilégiées des nationalistes flamands. « Business as usual... » Mais cette fois-ci, le MR est aussi fortement visé par son ancien allié au sein du gouvernement Michel. Pourquoi ? Plusieurs raisons l'expliquent.

Tout d'abord, « la N-VA reproche au MR ce qu'elle-même pratique : avoir deux fers au feu », analyse le politologue de l'ULB Pascal Delwit. Ensuite, « l'intérêt est aussi de renvoyer la responsabilité sur les francophones et de se dédouaner soi-même. Au moment où les sondages ne sont pas bons, on renvoie sur d'autres ses propres échecs. »

En outre, pointe Dave Sinardet (VUB, Saint-Louis), « ils font passer l'image que les libéraux sont seulement intéressés par les postes, qu'ils voulaient absolument garder leurs ministres et donc conserver le gouvernement Wilmès ». Enfin, ajoute Audrey Vandeleeene (UGent), « comme ce n'est pas dans l'intérêt de la N-VA de faire fonctionner l'Etat fédéral, qu'elle ne voit pas un intérêt direct à monter dans un exécutif fédéral, elle n'aménage pas de bonnes relations avec un parti francophone. Et la nouvelle présidence du MR joue peut-être un rôle. »

Le nouveau président Bouchez est en effet la cible des nationalistes. « Ce qui les dérange fortement », analyse-t-il, « c'est que j'ai vraiment voulu former un gouvernement. Si le MR est équidistant, à titre personnel, je préférerais que ce soit avec la N-VA, mais je ne comptais pas bloquer le pays pour ça. Or, pour la N-VA, c'est : "Vous êtes avec moi ou contre moi." »

Il juge aussi que son « plaidoyer pour la Belgique doit les embêter ». Comme sa « liberté de ton » et son « indépendance, puisqu'ils sont, eux, dans une logique de front ». Donc, conclut-il, « tous les francophones prennent et nous aussi, parce qu'on est les plus visibles ». MA.D.

pas. Les militants socialistes refusaient des concessions qu'il pensait pouvoir faire puisqu'il était le symbole de la résistance francophone. Mais le PS de 2020 n'est pas le PS de 2010 (quand Elio Di Rupo a négocié avec la N-VA), qui n'avait pas le PTB dans le dos. D'où l'idée, en Flandre, d'une trahison de Paul Magnette, humilié par les siens. »

4 Des relations personnelles abîmées

Alors qu'à l'automne, relève Audrey Vandeleeene, « on espérait que les nouveaux présidents de parti allaient créer de nouvelles relations, ils sont un peu retombés dans les positions précédentes et ont déjà un passif de confiance ». Les relations personnelles sont abîmées.

C'est grave, docteur ? « Cela va laisser des traces, mais les relations entre les personnes n'étaient déjà pas exceptionnelles, ce qui n'aide vraiment pas », répond Pascal Delwit. « Que Magnette et Bouchez ne soient pas les meilleurs amis, on l'avait déjà vu auparavant », acquiesce Dave Sinardet. « Que l'on puisse se poser des questions sur le comportement de la N-VA, c'était déjà le cas aussi. Donc, il n'y a rien d'extrêmement nouveau, mais c'est ressenté de manière plus dramatique en période de crise. Il est absolument nécessaire que certains acteurs aient une bonne discussion. »

5 Ce ne sera pas forcément plus facile... ni difficile après

Pour nos politologues, impossible de prédire l'évolution après la crise sanitaire. Mais ils ne pensent pas forcément que la formation d'un gouvernement en sera complexifiée... parce qu'elle l'est déjà, en raison des résultats électoraux. « Cela dépendra aussi de la situation sanitaire, économique, sociale, budgétaire », explique Pascal Delwit. « Cela influencera-t-il des partis comme le PS, le CD&V ou l'Open VLD ? Je reste persuadé qu'on ne tardera pas à aller aux élections. »

Dave Sinardet appuie : « Ce seront les mêmes questions dans quelques mois, avec le PS et la N-VA ? Une coalition Vivaldi ? Certains disent que le soutien extérieur de six partis au gouvernement Wilmès est un plan sournois pour aller vers la Vivaldi, mais je ne suis pas sûr que les cartes soient réunies pour cela. » Et Pierre Verjans ajoute : « Ce sera tout aussi difficile dans quelques mois, car on est tout le temps en train de remettre en cause celui qui est prêt à faire des concessions. »

Et l'état de grâce actuel de Sophie Wilmès n'y changera peut-être rien. « En situation de crise », conclut Pascal Delwit, « on observe souvent le resserrement autour de l'exécutif et de la figure qui l'incarne, mais c'est très éphémère. Ce que cela donnera après la crise sanitaire est très difficile à anticiper. D'autant qu'il y aura une forte attente et si la réponse gouvernementale est très en deçà de cette attente, il pourrait y avoir un retour de manivelle assez puissant. »